

Il y a dix ans, la RTBF enterrait la Belgique en direct

L'événement

Ceci était bien une fiction...

Le "coup" historique de la RTBF. Il est 20h21, le 13 décembre 2006, lorsque la RTBF interrompt ses programmes. Le présentateur vedette du JT, François De Brigode, la mine défaite, annonce que la Flandre vient de proclamer son indépendance... Mais tout cela n'était qu'une fiction. Au boulevard Reyers, on voulait faire du journalisme autrement en secouant les consciences par un faux documentaire préparé de longue date. Son nom de code: "Bye bye Belgium". Parmi les téléspectateurs, c'est le choc. Après une demi-heure, la RTBF, submergée de réactions, intègre un petit message qui restera célèbre, "Ceci est une fiction", pour rassurer. Les réactions politiques qui suivirent ce "coup" journalistique de la chaîne publique seront particulièrement dures. Dix ans après, que reste-t-il de "Bye bye Belgium"? F.C.

“Aujourd’hui, diffuser ce type d’émission serait impossible”

Entretien Frédéric Chardon

Philippe Dutilleul est désormais retraité. L'ex-journaliste de la RTBF s'est fait un nom en réalisant des émissions innovantes comme "Strip-tease", "Tout ça ne nous rendra pas le Congo" et, bien sûr, "Bye bye Belgium". Il revient sur son documentaire le plus connu.

Avec le recul, le contenu de ce faux documentaire ne vous semble-t-il pas farfelu ?

Non, pas du tout. Au niveau de la conception de l'émission, on voulait montrer un scénario très clair qui permettrait de comprendre les enjeux communautaires en Belgique. L'objectif de la RTBF de l'époque – je dis bien "de l'époque" – c'était d'être irrévérencieux avec un soupçon de provocation. C'était notre courant de pensée journalistique : que l'on puisse parler librement de sujets un peu touchés. Ce qui a fait la force de l'émission, c'est qu'elle a frappé au cœur de l'émotion et de la raison des gens. Entre autres, elle a touché les Belges qui ont vu se réaliser sous leurs yeux un

scénario qui est inscrit dans l'inconscient de beaucoup de francophones. Ils n'ont pas pris assez de recul pour comprendre qu'on était dans une fiction.

D'où est venue l'idée de ce faux documentaire ?

D'une longue maturation, d'un long processus de réflexion sur le métier de journaliste et sur nos émissions "Strip-tease" et "Tout ça ne nous rendra pas le Congo". On se rendait compte qu'on ne pouvait pas tout traiter de tous les sujets avec juste le son, les images et sans commentaire. Inversement, des sujets très importants étaient sous-traités ou mal traités par la façon traditionnelle de faire du journalisme. Il nous était apparu que le lent délitement de la Belgique n'avait pas eu le retentissement journalistique qu'il aurait mérité.

L'émission a été violemment critiquée. Feriez-vous autrement aujourd'hui ?

On nous a fait des centaines de reproches mais nul n'est prophète en son pays. L'histoire de la télévision retiendra cette émission. Pas seulement belge mais l'histoire de la télévision tout court. Ce n'est pas moi qui le dis : l'émission étonne encore beaucoup de gens aujourd'hui. Nous avons surtout été critiqués pour la signalétique. Nous aurions dû mettre un peu plus longtemps "Ceci est une fiction" au début de l'émission. Mais tous les autres griefs formulés par le monde politique et par le CSA de l'époque sont tombés. Quand je vois ce qu'est devenue la télévision

actuellement, cela mériterait aussi une réflexion...

Un nouveau "Bye bye Belgium" pourrait-il être diffusé de nos jours ?

Absolument pas... Demandez à la RTBF. Ce qu'on faisait à l'époque, le journalisme anticipatif, "Strip-tease", mon film historique sur Degrelle sans commentaire, "Bye bye Belgium"... Diffuser ce type d'émission serait totalement impossible à la télévision d'aujourd'hui. Le niveau n'est plus ce qu'il était il y a 10 ou 15 ans. C'est clair que le cinéma et la télévision du réel ne sont plus à la mode. On est dans la télévision de la télé-réalité

et de la banalisation. Des œuvres originales et provocatrices seraient totalement impossibles. La liberté d'expression s'est réduite sur des sujets comme ceux-là, c'est très inquiétant.

L'émission a-t-elle changé les mentalités ?

La majorité des Wallons et des francophones ne veulent toujours pas voir l'évolution de ce pays. Ils ne veulent pas voir la réalité belge en face et pensent que ce pays est éternel. Les nationalistes flamands n'ont

plus l'indépendance à leur agenda puisqu'ils dominent tous les pouvoirs régaliens en Belgique... Que voulez-vous qu'ils demandent de plus ? Ça n'empêche pas le Belge moyen de dormir. A l'étranger, les gens ne comprennent pas que le corps social belge soit aussi endormi. La Belgique est le pays de l'immobilisme, avec des réformes qui compliquent au lieu de simplifier.

“A l'étranger, les gens ne comprennent pas que le corps social belge soit aussi endormi. La Belgique est le pays de l'immobilisme.”

PHILIPPE DUTILLEUL
Ex-journaliste de la RTBF.

Guy Vanhengel

MINISTRE DANS LE GOUVERNEMENT DE LA RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE

Guy Vanhengel avait joué le jeu de la RTBF en apparaissant dans l'émission.

“Étonné que le public y croie”

Pourquoi avoir accepté, à l'époque, de participer à cette émission ?

Charles Picqué et moi nous avons accepté après avoir réfléchi longuement. Notre rôle était d'organiser un Conseil des ministres dans la dixième boule de l'Atomium. L'histoire était tellement grosse. Premièrement, l'Atomium n'a que neuf boules, ensuite les trams qui s'arrêtaient devant Tervuren et les passagers francophones qui devaient quitter le tram, les militaires qui se trouvaient dans les champs le long de la frontière avec des jumelles, etc. C'était aussi très gros. Donc Picqué et moi nous disions que les gens allaient comprendre que c'était fictif. Et donc on a accepté. Par la suite, nous étions vraiment étonnés que le public croie vraiment qu'on était dans un scénario de scission du pays.

Avec le recul, le referiez-vous ?

Oui, parce que c'était une caricature de ce qui se passait au niveau politique. Parfois, les caricatures aident pour faire passer un message. Cela a pu aider pour mener une réflexion sur la façon dont les néerlandophones regardaient les francophones et inversement. Pour les Bruxellois, cela reste utile. Nous devons faire la synthèse. Une caricature aide parfois à ouvrir les yeux. Je ne regrette rien. Évidemment, il ne faut pas faire cela tous les jours. Et la RTBF aurait dû aller dans la caricature dès le début de l'émission...

Cette émission a-t-elle servi à quelque chose ?

C'était utile. Du côté francophone, la peur du séparatisme était exagérée. Et les Flamands ne réfléchissaient pas aux conséquences que pouvaient avoir leurs idées sur l'avenir du pays. Cela a donc déclenché un débat. Et sans une circonscription fédérale, qu'on n'a toujours pas, il reste possible de faire des caricatures de l'un et de l'autre et de se faire mousser l'un contre l'autre. Les médias et les journalistes jouent le même jeu. Ils se comportent comme des supporters de leur communauté. Et tout continue à bouger, mais pas nécessairement dans la direction de scinder encore plus, peut-être qu'on aura une fédéralisation de certaines compétences. Parfois, il est bon d'aller jusqu'au bout de la pensée et de se dire ce que pourrait être le séparatisme.

S.Ta.

Elio Di Rupo

PRÉSIDENT DU PS

Elio Di Rupo occupait la fonction de ministre-Président wallon à l'époque.

“Un problème avec la forme”

Le soir de “Bye bye Belgium”, Elio Di Rupo était avec son frère à l'inauguration d'un restaurant dans le Brabant wallon. Il avait coupé son GSM. L'insistance du Premier ministre de l'époque, Guy Verhofstadt, qui cherchait à le joindre, lui aura finalement permis de voir l'émission. Contrairement à ce que certains avançaient à l'époque, la RTBF ne l'avait pas mis dans la confiance.

Vous aviez émis de solides critiques sur l'émission à l'époque. Pourquoi ?

J'ai toujours été contre le mode de présentation. Le contenu est laissé à l'appréciation de l'auteur mais une fiction de cette nature ne me gênait fondamentalement pas. Je crois même que cela a pu être utile pour réveiller les gens. Mais ce que je n'ai pas apprécié, c'est qu'une institution publique comme la RTBF, financée par les impôts, par l'argent des citoyens, joue avec la confiance des gens en faisant participer des journalistes que tout le monde connaît et en qui ils ont confiance. Ce genre de choses contribue à décrédibiliser la profession et renforce le sentiment anti-politique et anti-journaliste.

Vous pensez toujours la même chose aujourd'hui ?

L'idée n'était pas mauvaise. Je peux même admettre qu'ils fassent une fausse édition spéciale, mais ils auraient dû utiliser des acteurs pour jouer le rôle des journalistes. Je le redis, j'avais un problème avec la forme, pas avec le fond.

Dix ans après, comment jugez-vous l'effet de cette émission ?

Je ne crois pas qu'une émission compte à ce point et j'ai la modestie de penser que la sixième réforme de l'Etat et le gouvernement que je suis parvenu à former ont joué un plus grand rôle dans l'histoire de ce pays. Mais cela a quand même permis de bousculer les gens et de parler de la situation communautaire, même si je pense que la polémique autour de la participation des journalistes de la chaîne a atténué cet effet positif. Je rappelle qu'en 2010, lors de la crise politique, nous avons connu une période qui s'approchait de la fin du pays. Ce n'était plus une fiction. Et, fort heureusement, il y a eu un apaisement de la situation.

S.Ta.

François de Brigode

PRÉSENTATEUR DU JT DE LA UNE DE 19H30

A la présentation ce soir-là, le journaliste souhaitait “remettre l'institutionnel au centre des débats”.

“Oui à un Bye bye Belgium 2”

Le 13 décembre 2006, c'est François de Brigode qui apparut à l'écran, pour une édition spéciale quelques minutes après le JT, en lieu et place des “Questions à la Une” programmées. Le journaliste vedette avait la mine défaits, annonçant la déclaration unilatérale d'indépendance de la Flandre. Dix ans plus tard, il ne regrette rien. Au contraire.

Pourquoi aviez-vous accepté de participer à ce projet ?
D'abord parce que le projet me tentait. Dans l'audiovisuel, je trouve qu'il faut oser des choses difficiles ou hors normes.

Ça, c'est sur le plan strictement personnel. Je trouvais aussi qu'à ce moment-là, tout ce qui tournait autour de l'institutionnel, de la politique francophone, se drapait dans une espèce de secret en disant que tout ce qui comptait, c'était le socio-économique. Il était donc utile, pour nous, télévision de service public, de remettre l'institutionnel au centre du débat puisque ça correspondait à la réalité flamande très en pointe sur ce dossier-là.

Aujourd'hui, vous le referiez ?

Moi, aujourd'hui, sur le plan personnel, oui. Je reprendrais le risque car il s'agissait quand même d'un risque.

Maintenant, je crois que la manière dont le téléspectateur l'a reçu, de manière un peu crédule pendant toute la durée de l'émission, ne fonctionnerait plus grâce ou à cause des réseaux sociaux qui mettraient plus vite en alerte en disant que c'est un faux. Mais moi, sur le plan personnel, je signe et je re-signerai, y compris pour un “Bye bye Belgium 2”.

A quoi a servi cette émission ?

Par la suite, il y a eu plus d'émissions politiques en prime-time. Soit à partir de 20 heures. Il y a eu des émissions comme “Répondez à la question”, “Dossier spécial” ou plus récemment, “Jeudi en prime”. Mettre sur antenne des émissions qui sortent un peu de la norme, qui sont créatives – et qui montrent qu'on ose – a permis de montrer que la maison de service public n'était pas sclérosée.

Au.M.

Hervé de Gellinck

**RESPONSABLE, À L'ÉPOQUE,
DE LA CELLULE POLITIQUE DE LA RTBF**
Hervé de Gellinck n'avait pas soutenu l'idée.
Pour lui, "Bye bye Belgium était une faute".

"On a fait du show"

Pourquoi aviez-vous refusé de participer à cette édition spéciale ?

Quand on m'a présenté le projet, c'était encore dans les limbes. Ils avaient d'ailleurs un nom de code secret: "Carine et Rebecca". Quand ils m'en ont parlé, je leur ai répondu qu'il s'agissait d'une folie, que je ne jouerais pas là-dedans. On n'en a plus jamais parlé. Je pensais donc que le projet avait été abandonné. Et j'ai découvert, alors que j'étais chef du service politique, que ce projet se faisait quand même, y compris avec des gens de mon service qui ne m'en avaient pas parlé.

Vous pensez toujours qu'il s'agissait d'une folie ?

Ah oui! Je pense toujours qu'il ne s'agissait pas seulement d'une mauvaise idée mais d'une exécutable

idée. Je maintiens mes positions. Je pense que c'était une faute. Et je pense même que c'est une tache dans l'histoire du service public. Il y a eu clairement un avant et un après- "Bye bye Belgium". D'une part, il y a eu la réaction des gens. Je prenais le train le soir et je n'ai vu que des gens paniqués sur le quai. Et l'émission était terminée. C'était donc le bouche-à-oreille qui avait répandu la nouvelle. Je trouvais ça vraiment déplorable. D'autre part, ce n'est pas au service public, ou à un média, de faire un faux. Ça reste de l'ordre de l'escroquerie. Je l'ai dit à l'époque et je le maintiens.

Qu'a apporté cette émission ?

Rien, rien du tout. A-t-on fait de l'information ? Non, on a fait du show. On a fait de l'audience ? Oui, tout le monde était très content et c'était le but. A-t-on vraiment démonté les rouages de quelque chose ? Je suis convaincu que non. Or, notre rôle de journaliste, c'est d'expliquer les choses, et on n'a fait que du choc et du show. A la fin, ça tournait au grand gag. Il est un fait qu'après, on a eu le droit de faire ce que j'appellerais des émissions politiques de "réparation". On essayait par exemple de faire de la véritable info dans trois débats: "Ce que veulent les Flamands", "Que peuvent les Wallons ?" et "Où va Bruxelles?". On a pu monter ces émissions, à la française, avec plus de dynamisme. Ça, c'était excellent mais c'était une compensation.

AU. M.

Back to Belgium

Ceci est une fiction... En 2006, la RTBF avait imaginé la fin de la Belgique. En 2016, le pays hésite encore entre le statu quo et la fuite en avant. En 2026, le pendule de l'histoire est retourné dans l'autre sens. Les Belges en ont eu marre que l'on saucissonne leur pays, qu'on les sépare. La Belgique est devenue entièrement bilingue : l'harmonie règne enfin.

Récit Francis Van de Woestyne

Nous sommes le 30 mai 2026. Bruxelles connaît pour la troisième année consécutive un printemps torride. Dans sa villa d'Uccle, Xavier regarde le thermomètre extérieur dont le mercure persiste à rester au-delà des 35 degrés. La pompe à chaleur de sa piscine ne sert plus à rien depuis le début des années vingt : le soleil se charge seul de maintenir une eau proche des 25 degrés dès le mois de mai. Xavier doit juste se battre pour que les algues ne prolifèrent pas trop : sa femme ne supporte pas de voir la moindre tache verte dans l'eau azur. Aujourd'hui, tout le monde a son coin d'eau : un simple tuyau, une mare, une piscine ou un étang dans lequel on peut nager. C'est ce qu'il y a de plus tendance. C'est lui, Xavier, qui a conçu ces étangs de nage. Le succès est phénoménal. Car avec ses architectes

de jardin, ses bioingénieurs, il a mis au point une technique qui maintient la pureté de l'eau sans adjuvant. On nage dans une eau propre avec des poissons. Dans le Sud-Ouest de la France (le Midi, plus personne n'y va, il fait bien trop chaud), aux Emirats, sur l'île de Saint-Barth, à Bali, partout on veut son étang de nage. Xavier est satisfait. Il s'apprête à participer à une mission économique pour aller vendre le brevet de son étang aux Etats-Unis.

La Flandre meurt sous le béton et l'asphalte

Lieve caresse son colley à poils longs. Toujours de bonne humeur, ce chien devine tout. Mais là, il sent que sa maîtresse va encore partir. Il a repéré ses

"Vuitton" dans le hall d'entrée. La maison n'a plus rien à voir avec la ferme qu'elle a rachetée il y a une vingtaine d'années. Mais elle a su garder une forme d'authenticité, d'espace : le luxe suprême à l'heure où une grande partie de la Flandre est maintenant bétonnée. Un décret a bien imposé l'interdiction de bâtir de nouvelles constructions. Désormais, il faut soit restaurer, soit raser et reconstruire au même endroit suivant la même superficie que la maison démolie.

Car la Flandre est menacée de mourir sous le béton et l'asphalte. Lieven a compris le défi auquel sont soumis la Flandre ainsi que d'autres régions hyperpeuplées. Elle a mis au point un concept de fermes verticales, des murs végétaux révolutionnaires. Le concept fait fureur : sur la façade arrière de leur maison – certaines communes autorisent même la façade avant – les cultivateurs urbains installent désormais cette structure légère qui permet d'avoir un potager vertical. Le système est ingénieux : les paliers coulissent et l'on peut ainsi planter, arroser, arracher les mauvaises herbes, cueillir fruits et légumes à hauteur d'homme ou de femme. L'investissement de départ est important. Mais le principe de permaculture appliqué au potager végétal (on laisse les plantes se développer dans une certaine anarchie) réduit l'entretien et offre des cultures abondantes. Dans toutes les grandes villes du pays, ça marche. Lieve s'apprête, elle aussi, à participer à la mission belge.

Thomas est fou de papier, une matière devenue un produit de luxe. On n'abat plus des forêts pour le fabriquer. Il y a longtemps que les journaux ont cessé de paraître tous les jours : seulement le samedi. Tout

support "papier" est désormais recyclé. La décision a été prise lors de la COP 29. Au cours de ses études, Thomas a suivi une filière professionnelle, filière qui a enfin retrouvé un statut aussi digne que les universités. Aujourd'hui, plus personne n'hésite à mettre son enfant dans le professionnel. Thomas a de l'or dans les mains et des idées plein la tête. Ébénéiste, il crée des meubles en papier qui ont été primés à la foire du design de Milan. Avec deux amis, l'un ingénieur, l'autre biochimiste, il a mis au point une technique qui lui permet de construire des meubles (chaises, fauteuils, armoires...) au départ de papier recyclé comprimé, assemblé avec de la colle végétale. Ses articles font un tabac : une expression que l'on n'utilise plus guère étant donné que la cigarette est interdite en dehors de la sphère privée. Même dans la rue, plus de clope.

Xavier, Lieve et Thomas prennent chacun leur voiture en direction de l'aéroport de Charleroi qui accueille depuis quelques années les longs courriers. L'activité de Zaventem a été réduite. Désormais, les vols de nuit y sont interdits. Avant de monter sur l'autoroute, ils attendent l'autorisation envoyée sur leur GPS, actionnent le pilote automatique de leur voiture électrique en direction de Charleroi Airport et se plongent dans la lecture du programme de la mission du Commerce extérieur à laquelle ils participent.

Elisabeth lança à son père: "T'inquiète, papa, je gère..."

C'est la deuxième mission présidée par la princesse belge.

Elisabeth, la fille du roi Philippe, héritière du trône de Belgique. Vingt-cinq ans à peine, Elisabeth a effectué de brillantes études en Belgique puis à Harvard. On l'a dite énergique, volontaire, drôle, attachante. Elle est devenue, l'espace de quelque temps, la "coqueluche" de la famille royale. S'exprimant dans un français et un néerlandais impeccables, elle connaît aussi parfaitement l'allemand et l'anglais. Dans une interview qu'elle vient d'accorder à quelques journaux, elle a déclaré, sans ambages, qu'elle se sentait terriblement libre et qu'elle avait envie de faire bouger son pays. Son père l'a sermonnée : surtout pas de discours politique. Comme d'habitude, elle a eu cette réponse : "T'inquiète, papa, je gère..." Donc, dans l'interview suivante, elle a complété : "Je me sens terriblement libre, belge et européenne..." Bien ancrée dans son temps, elle n'a, au fait, que traduit l'état d'esprit qui a gagné progressivement la plupart des habitants d'un royaume que certains avaient trop tôt condamné.

Car, après des années et des années de "fédéralisation" du pays, les Belges, des quatre coins du pays, en avaient eu marre. Marre qu'on coupe, qu'on saucissonne, qu'on redécoupe, qu'on tranche. Qu'on sépare Wallons, Bruxellois, Flamands, germanophones. Des voix de plus en plus nombreuses (et curieusement le mouvement était parti de la Flandre, et de la jeunesse flamande en particulier) avaient suggéré que, petit à petit, on "refédéralise" certaines compétences. Ils s'étaient tout simplement souvenus de cette devise : "L'union fait la force". Car oui, la désunion avait fini par faire notre faiblesse.

La Wallonie, paralysée par ses baronnies

Les choses s'étaient produites de la manière suivante. Dans un premier temps (la législature 2014-2019), la N-VA avait outrageusement profité de sa présence au fédéral. Les ministres nationalistes qui avaient gouverné le pays en avaient profité pour déshabiller l'Etat fédéral au seul profit de la Flandre. La Wallonie, paralysée par ses baronnies, ses sous-localismes, n'avait pas vu s'échapper le pouvoir qui lui glissait entre les mains. Alors oui, fin 2019, le bilan de la Belgique n'était pas mauvais en termes de performances économiques, mais les divergences régionales étaient criantes : la Flandre plus riche que jamais, la Wallonie toujours convalescente. Mais, même en

Flandre, la domination nationaliste avait lassé, irrité. Après les élections communales de 2018, l'alliance de la N-VA avec le Belang pour diriger certaines communes (Anvers notamment) avait provoqué une grave crise politique. Finalement, le balancier de l'histoire avait provoqué un sursaut des électeurs qui s'étaient retournés vers le CD&V, un parti qui avait à nouveau changé de nom pour devenir le Vlaamse Volkspartij (VVP), le parti populaire flamand. Et c'est dans ce parti qu'était né un groupe favorable à la refédéralisation de certaines compétences.

Macron a été élu président en 2022

Cette tendance, née en Flandre et à Bruxelles. Car là aussi, une recomposition du paysage politique avait eu lieu. Face au danger que représentaient deux partis (une N-VA incontournable à Bruxelles et un PTB vide de programme mais omniprésent dans les quartiers via notamment ses maisons médicales), des gens s'étaient mis à phosphorer. D'abord seuls dans leur coin. Puis ils s'étaient rendu compte que d'autres personnes avaient fait le même chemin. Ainsi, un peu à l'image du mouvement "En marche" d'Emmanuel Macron (devenu président de la République française en 2022), un

mouvement baptisé "Demain" avait vu le jour. Il avait été initié par des hommes venus d'horizons politiques différents (libéraux, écolos, centristes, fédéralistes wallons et bruxellois) qui tous étaient mus par le même désir : éviter la faillite du Sud du pays et de la capitale. Car Bruxelles était désormais face à un dilemme : se flamaniser ou se paupériser. "Demain" avait donc fait une percée significative aux élections de 2019. Mais ce mouvement n'avait pu éviter que libéraux et socialistes s'unissent pour gouverner les Régions wallonne et bruxelloise. Cependant, les deux gouvernements avaient été paralysés par leur incapacité à faire la synthèse de leurs programmes économiques, sociaux, environnementaux. Au fédéral, un ensemble hétéroclite de partis avait fini par s'installer mais la fuite en avant institutionnelle proposée par la N-VA avait heureusement été stoppée par le VVP et les partis francophones qui s'étaient enfin rendus compte qu'ils n'avaient plus rien à gagner (un euphémisme, ils avaient tout à perdre) à régionaliser encore et encore et encore et encore.

Aux élections de 2024 donc, un fort mouvement pour une Belgique nouvelle s'était manifesté dans les trois Régions du pays. Les institutions de la Belgique sont appelées à évoluer sans cesse, avait prédit l'ancien Premier ministre, Jean-Luc Dehaene. Eh bien cette fois, cela devait se faire dans

l'autre sens, osaient à présent dire haut et fort ces tenants d'une Belgique nouvelle. Avec ce slogan : "Back to Belgium"... Evidemment, il ne s'agit pas de reconstruire la Belgique unitaire de papa. Evidemment non.

Après des années de fédéralisation du pays, les Belges des quatre coins du pays en avaient eu marre. Marre.

Le territoire belge était enfin devenu entièrement bilingue : tout l'enseignement était bilingue, dès l'âge de trois ans. On ne dira pas que toutes les tensions communautaires avaient disparu, mais ce n'était plus "le" sujet.

D'ailleurs, pour ne pas effrayer les "anciens", on continuait à dire qu'il s'agissait de confédéralisme. Mais, en réalité, grâce à un vrai fédéralisme d'union et non plus de désunion, grâce à la volonté décomposée de mettre en commun ce que les Régions et les Communautés avaient de plus fort, un nouvel élan avait été créé.

"Demain", un parti libéral, social, environnemental

C'est dans cette veine qu'était née la volonté politique de refédéraliser (comme le commerce extérieur le fut dès 2020) le climat, l'environnement mais aussi la santé, le Code de la route, etc. On avait donc réinventé un concept simple : ce que nous pouvions faire ensemble, nous le ferons mieux.

Le vrai choc s'était produit en 2024. "Demain" était devenu le premier parti de Wallonie et de Bruxelles car ce mouvement avait réussi à imposer son image et son programme à la fois libéral, social, environnemental et européen. Cela avait créé une dynamique nouvelle. Et surtout un état d'esprit nouveau en Wallonie. L'économie wallonne redécouvrait enfin avec le soutien, mais oui, des syndicats eux aussi gagnés par un autre esprit. On le voyait, on le sentait : les mentalités avaient vite évolué. Et cela avait contribué à un changement de perception à tous les niveaux. Grâce à cette Wallonie qui, enfin, se redressait, les partis flamands avaient cessé de dire et de considérer que le Sud était un boulet. D'ailleurs, un peu à l'étroit voire prisonniers dans leur territoire exigu, de nombreux Flamands s'étaient installés en Wallonie sans que cela fasse le moindre problème. Il faut dire que le territoire belge était enfin devenu entièrement bilingue : la connaissance de deux langues nationales (l'allemand était facultatif) était désormais encouragée dès le plus jeune âge. Tout l'enseignement était bilingue, dès l'âge de trois ans. On ne dira pas que toutes les tensions communautaires avaient disparu mais ce n'était plus "le" sujet. C'était quoi alors le sujet, la préoccupation des politiques ? Le bien-être au travail et en famille, l'épanouissement personnel, la solidarité, la sécurité, la culture. Même Bruxelles avait évolué. Autrefois asphyxiée, Bruxelles avait retrouvé de l'air grâce à un vrai plan de mobilité. Des piétons avaient fleuri partout mais ils étaient "pensés", "aménagés" et non imposés comme autrefois. Il fallait payer très cher pour accéder en ville mais de grands parkings de dissuasion et des transports en commun fréquents et ultrarapides amenaient navetteurs et touristes dans la capitale. Le RER avait enfin été achevé grâce au fonds de la Banque européenne d'investissement.

Bref, les Belges étaient montrés en exemple : ils avaient envie de se bouger, de s'investir dans des causes nobles, de faire de leur commune, de leur ville, de leur région, de leur royaume, un pays serein, gouverné par des hommes et des femmes politiques ancrés dans les réalités mais indépendants, c'est-à-dire ouverts aux citoyens mais fermés aux facéties des réseaux sociaux.

Elisabeth leur lança : "Elle n'est pas belle, la vie ?"

Xavier, Lieve et Thomas se connaissaient pour avoir

déjà participé à d'autres missions économiques. Ils étaient heureux de se retrouver car ces missions étaient pour eux l'occasion d'échanger leurs sentiments, leurs expériences. Ils arrivèrent en même temps qu'Elisabeth, que personne n'appelait "princesse". Elisabeth sortit de sa voiture en même temps que le jeune homme qui l'accompagnait. Ils échange-

rent quelques mots, elle l'enlaça tendrement puis se dégagea et lui fit un signe de la main. Elisabeth aperçut Xavier, Lieve et Thomas, qu'elle avait croisés lors des réunions de la préparation de la mission. Elle leur fit la bise, en toute simplicité, et leur lança : "Je suis trop contente de vous revoir. Elle n'est pas belle la vie ?"